

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/14349]

5 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté royal portant exécution des articles 14, 17 à 19 de la loi du 15 mai 2007 sur l'inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé la loi du 26 avril 2002 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 sur l'inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police, les articles 14, alinéa 3, 17, alinéa 3, et 19 ;

Vu le protocole de négociation numéro 427/3 du Comité de négociation pour les services de police, conclu le 28 février 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 décembre 2018 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 29 avril 2019 ;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 29 avril 2019 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat numéro 66.380/2/V, donné le 24 juillet 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o. « l'inspection générale » : l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale ;

2^o. « la loi » : la loi du 15 mai 2007 sur l'inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police ;

3^o. « la loi du 26 avril 2002 » : la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

4^o. « PJPOL » : l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

5^o. « le membre du personnel » : le membre du personnel de l'inspection générale ;

6^o. « directeur » : le membre du personnel qui dirige une direction ou un poste déconcentré.

TITRE II. — L'évaluation

Art. 2. § 1^{er}. Le Titre I^{er} de la Partie VII du PJPOL, à l'exception des articles VII.I.19 et VII.I.20, est d'application conforme à l'évaluation des membres du personnel étant entendu que l'inspecteur général est le responsable final.

§ 2. Par dérogation aux articles VII.I.13 et VII.I.18 PJPOL, au terme de l'entretien d'évaluation, le projet de rapport est transmis à la commission d'évaluation visée à l'article 3 qui décerne, après avoir entendu l'évaluateur, les mentions partielles et la mention finale telles que visées aux articles VII.I.14 et VII.I.15 PJPOL et transmet le rapport d'évaluation au membre du personnel concerné.

§ 3. Le membre du personnel qui n'est pas d'accord avec le rapport d'évaluation, transmet à la commission, dans les quinze jours qui suivent la communication du rapport d'évaluation, la note de remarques sur base de laquelle il demande que le rapport d'évaluation soit

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/14349]

5 SEPTEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 14 en 17 tot 19 van de wet van 15 mei 2007 op de algemene inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002 ;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 op de algemene inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten, de artikelen 14, derde lid, 17, derde lid, en 19 ;

Gelet op het protocol van onderhandeling nr. 427/3 van het Onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 28 februari 2018 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 december 2018 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 april 2019 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2019 ;

Gelet op het advies nr. 66.380/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2019, met toepassing van het artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o. « de algemene inspectie » : de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie ;

2^o. « de wet » : de wet van 15 mei 2007 op de algemene inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten ;

3^o. « de wet van 26 april 2002 » : de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

4^o. « RPPOL » : het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten ;

5^o. « het personeelslid » : het personeelslid van de algemene inspectie ;

6^o. « directeur » : het personeelslid van de algemene inspectie die een directie of een gedeconcentreerde post leidt.

TITEL II. — De evaluatie

Art. 2. § 1. De Titel I van Deel VII van de RPPOL, uitgezonderd de artikelen VII.I.19 en VII.I.20, is van toepassing overeenkomstig de evaluatie van de personeelsleden met dien verstande dat de inspecteur-generaal de eindverantwoordelijke is.

§ 2. In afwijking van de artikelen VII.I.13 en VII.I.18 RPPOL, wordt het ontwerp van verslag na het evaluatiegesprek aan de in artikel 3 bedoelde evaluatiecommissie bezorgd, die, na de evaluator te hebben gehoord, de partiële vermeldingen en de eindvermelding bedoeld in de artikelen VII.I.14 en VII.I.15 RPPOL vastlegt en het evaluatieverslag aan het betrokken personeelslid bezorgt.

§ 3. Het personeelslid dat niet akkoord gaat met het evaluatieverslag, bezorgt binnen de vijftien dagen die volgen op de mededeling van het evaluatieverslag, aan de commissie de nota met opmerkingen op basis waarvan het vraagt om het evaluatieverslag aan te passen. Er wordt

adapté. Une note de remarques introduite au-delà de ce délai n'est pas prise en considération et le rapport d'évaluation est considéré comme définitif.

Après avoir entendu le membre du personnel, la commission confirme ou modifie la teneur du rapport d'évaluation.

§ 4. La procédure d'appel auprès du conseil d'appel visée aux articles VII.I.21 et suivants du PJPoI n'est pas d'application à l'évaluation des membres du personnel.

Art. 3. La commission d'évaluation est composée de :

1°. l'inspecteur général ou l'inspecteur général adjoint désigné par lui ;

2°. deux commissaires divisionnaires de police ou deux membres du personnel du cadre administratif et logistique de niveau A, membres de l'inspection générale, désignés par l'inspecteur général, dont un au moins exerce la fonction de directeur. Lorsque l'évaluation concerne un membre du personnel du cadre administratif et logistique, au moins un membre du personnel de niveau A siège en qualité d'assesseur.

L'inspecteur général veille à garantir, au sein de la commission d'évaluation, la représentation d'au moins une personne de chaque sexe.

TITRE III. — La promotion

Art. 4. § 1. Le membre du personnel qui satisfait à la condition d'ancienneté visée à l'article 17, alinéa 1^{er} et 2, ou à l'article 18, alinéa 1^{er} et 2, de la loi transmet au directeur de la direction au sein de laquelle il exerce ses fonctions un rapport de ses activités durant les cinq ou dix années écoulées ainsi qu'une note dans laquelle il expose ses titres et mérites à la promotion par accession au grade ou au cadre supérieur. Le modèle du rapport d'activités est défini par le règlement d'ordre intérieur de l'inspection générale.

§ 2. Le rapport d'activités, la note dans laquelle le membre du personnel expose ses titres et mérites ainsi que son dossier personnel et la dernière évaluation qu'il a obtenue en application de l'article 2 sont communiqués à une commission de promotion composée comme suit :

1°. l'inspecteur général ou l'inspecteur général adjoint désigné par lui, président ;

2°. deux commissaires divisionnaires de police, membres de l'inspection générale, désignés par l'inspecteur général, dont un au moins exerce la fonction de directeur ;

3°. un représentant du ministre de l'Intérieur ;

4°. un représentant du ministre de la Justice.

L'inspecteur général veille à garantir, au sein de la commission de promotion, la représentation d'au moins une personne de chaque sexe.

§ 3. Sur base des pièces visées au § 2, la commission de promotion décide, à la majorité ordinaire, de l'attribution au candidat de la mention « bon » pour la promotion par accession au grade ou au cadre supérieur. Elle peut procéder préalablement à l'audition du candidat ou de tout autre personne si elle l'estime opportun.

§ 4. Le candidat à la promotion par accession au grade ou au cadre supérieur qui n'a pas obtenu une évaluation avec une mention « bon » n'est autorisé à communiquer un nouveau rapport d'activités et à faire valoir ses titres et mérites à pareille promotion qu'à l'échéance d'un délai d'un an à compter de l'obtention de la mention autre que « bon ».

§ 5. Le candidat à la promotion par accession au grade ou au cadre supérieur qui, après avoir obtenu la mention « bon » pour la promotion par accession au grade ou au cadre supérieur visée au § 3, a obtenu une mention autre que « bon » en application de l'article 2, perd le bénéfice de la mention « bon » et n'est autorisé à communiquer un nouveau rapport d'activités et à faire valoir ses titres et mérites à pareille promotion par accession au grade ou au cadre supérieur qu'après l'obtention de la mention « bon » en application de l'article 2.

Art. 5. Le membre du personnel concerné par l'article 17 ou par l'article 18 de la loi qui a obtenu la mention « bon » visée à l'article 4, § 3, est promu dans le grade supérieur ou dans le grade du cadre supérieur soit à la date de sa nomination, conformément aux règles en matière de mobilité, dans un emploi vacant respectivement de

geen rekening gehouden met de nota met opmerkingen die na die termijn wordt ingediend en het evaluatieverslag wordt dan als definitief beschouwd.

Na het personeelslid te hebben gehoord, bevestigt of wijzigt de commissie de inhoud van het evaluatieverslag.

§ 4. De beroepsprocedure bij de raad van beroep bedoeld in de artikelen VII.I.21 en volgende van de RPPoI is niet van toepassing op de evaluatie van de personeelsleden.

Art. 3. De evaluatiecommissie bestaat uit :

1°. de inspecteur-generaal of de door hem aangewezen adjunct-inspecteur-generaal ;

2°. twee hoofdcommissarissen van politie of twee personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau A, leden van de algemene inspectie, aangewezen door de inspecteur-generaal, waarvan minstens één de functie van directeur uitoefent. Wanneer de evaluatie een personeelslid van het administratief en logistiek kader betreft, dan zetelt er minstens één personeelslid van niveau A in de hoedanigheid van bijzitter.

De inspecteur-generaal waakt erover dat, in de schoot van de evaluatiecommissie, de vertegenwoordiging van minstens één persoon van elk geslacht wordt gewaarborgd.

TITEL III. — De bevordering

Art. 4. § 1. Het personeelslid dat voldoet aan de anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 17, eerste en tweede lid, of in artikel 18, eerste en tweede lid, van de wet, bezorgt de directeur van de directie waarbinnen hij zijn functies uitoefent een verslag van zijn activiteiten gedurende de laatste vijf of tien jaar, alsook een nota waarin hij zijn aanspraken en verdiensten uiteenzet voor de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hoger kader. Het model van activiteitenverslag wordt vastgelegd door het reglement van inwendige orde van de algemene inspectie.

§ 2. Het activiteitenverslag, de nota waarin het personeelslid zijn aanspraken en verdiensten uiteenzet, alsook zijn persoonlijk dossier en de laatste evaluatie die hij overeenkomstig artikel 2 gekregen heeft, worden bezorgd aan een bevorderingscommissie die als volgt is samengesteld :

1°. de inspecteur-generaal of de door hem aangewezen adjunct-inspecteur-generaal, voorzitter ;

2°. twee hoofdcommissarissen van politie, leden van de algemene inspectie, aangewezen door de inspecteur-generaal, waarvan minstens één de functie van directeur uitoefent ;

3°. een vertegenwoordiger van de minister van Binnenlandse Zaken ;

4°. een vertegenwoordiger van de minister van Justitie.

De inspecteur-generaal waakt erover dat, in de schoot van de evaluatiecommissie, de vertegenwoordiging van minstens één persoon van elk geslacht wordt gewaarborgd.

§ 3. Op basis van de stukken bedoeld in § 2 beslist de bevorderingscommissie bij gewone meerderheid over de toekenning aan de kandidaat van de vermelding « goed » voor de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hoger kader. Ze kan voorafgaandelijk overgaan tot het horen van de kandidaat of iedere andere persoon als ze dit opportuun acht.

§ 4. De kandidaat voor de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hoger kader die geen evaluatie met de vermelding « goed » heeft gekregen, mag pas een nieuw activiteitenverslag meedelen en zijn aanspraken en verdiensten laten gelden voor een gelijkaardige bevordering, na afloop van een termijn van één jaar te tellen vanaf het moment waarop hij een andere vermelding kreeg dan « goed ».

§ 5. De kandidaat voor de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hoger kader die, nadat hij de vermelding « goed » gekregen heeft voor de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hoger kader bedoeld in § 3, een vermelding anders dan « goed » gekregen heeft in toepassing van artikel 2, verliest het voordeel van de vermelding « goed » en mag pas na het bekomen van de vermelding « goed » in toepassing van artikel 2, een nieuw activiteitenverslag meedelen en zijn aanspraken en verdiensten laten gelden voor een gelijkaardige bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hoger kader.

Art. 5. Het personeelslid bedoeld in artikel 17 of artikel 18 van de wet, dat de vermelding « goed » bedoeld in artikel 4, § 3, heeft bekomen, wordt bevorderd in de hogere graad of in de graad van een hoger kader, ofwel op de datum van zijn benoeming, overeenkomstig de mobiliteitsregels, in een vacante betrekking van respectievelijk

commissaire divisionnaire de police ou de commissaire de police, soit à la date de sa désignation à un mandat visé à l'article 66, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 avril 2002.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 6. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

hoofdcommissaris van politie of commissaris van politie, ofwel op de datum van zijn aanwijzing in een mandaat bedoeld in artikel 66, eerste lid van de wet van 26 april 2002.

TITEL IV. — Slotbepalingen

Art. 6. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 september 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

P. DE CREM

De Minister van Justitie,

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/203460]

17 AOUT 2019. — Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement (SCP 120.03) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018;

Vu l'avis de la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement du 7 mai 2019;

Vu l'avis 66.411/1 du Conseil d'État, donné le 10 juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement.

Art. 2. En cas de manque total ou partiel de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue, ou un régime de travail à temps réduit peut être instauré, à partir du premier jour de travail qui suit la notification. La notification s'effectue, soit par affichage d'un avis s'il s'agit d'une mise en chômage collective de tous les ouvriers de l'entreprise, soit par la remise à l'ouvrier d'un écrit, si la mise en chômage n'affecte qu'une partie des ouvriers de l'entreprise.

L'écrit est adressé par la poste à l'ouvrier qui, par suite d'une absence justifiée, n'a pu prendre connaissance de l'avis ou recevoir l'écrit de la main à la main.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser vingt-six semaines. Lorsque la suspension totale de l'exécution du contrat a atteint la durée maximale prévue, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail, avant qu'une nouvelle suspension totale ne puisse prendre cours.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/203460]

17 AUGUSTUS 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst voor de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen ressorteren (PSC 120.03) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018;

Gelet op het advies van het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen van 7 mei 2019;

Gelet op advies 66.411/1 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen ressorteren.

Art. 2. Bij volledig of gedeeltelijk gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden geheel worden geschorst, of mag een regeling van gedeeltelijke arbeid worden ingevoerd, vanaf de eerste werkdag volgend op die van de kennisgeving. De kennisgeving geschiedt, hetzij door aanplakking van een bericht, wanneer alle werklieden van de onderneming collectief werkloos worden gesteld, hetzij door overhandiging aan de werkmán van een geschrift, als slechts een gedeelte van de werklieden van de onderneming werkloos worden gesteld.

Het geschrift wordt per post verstuurd aan de werkmán die wegens gerechtvaardigde afwezigheid geen kennis kon nemen van het bericht, of het geschrift niet in ontvangst kon nemen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag zesentwintig weken niet overschrijden. Wanneer de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst de voorziene maximumduur heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.